



# CESE info



## ÉDITORIAL

Chers lecteurs,

Le Comité économique et social européen  
Un pont entre l'Europe et la société civile organisée  
Septembre 2016 | FR

## Le CESE s'oppose à ce que la Chine reçoive le statut d'économie de marché (SEM)

Le CESE a mis en garde contre l'octroi du statut d'économie de marché à la Chine et exhorte les institutions européennes à défendre activement les emplois et les valeurs de l'Europe au moyen d'instruments de défense commerciale (IDC) efficaces. Dans l'avis qu'il a adopté le 14 juillet, le CESE attire l'attention sur les effets potentiellement dévastateurs que l'octroi à la Chine du statut d'économie de marché pourrait avoir sur l'industrie de l'Europe et son marché de l'emploi.

«L'industrie européenne a besoin de conditions de concurrence équitables et d'une protection contre les pratiques de concurrence déloyales. Tant que la Chine ne remplira pas les cinq critères définis par l'UE, elle ne pourra pas être considérée comme une économie de marché», a fait valoir le rapporteur, M. Andrés Barceló (groupe des employeurs - ES).

Les secteurs les plus exposés sont notamment l'aluminium, les bicyclettes, la céramique, le verre, les pièces de véhicules automobiles, le papier et l'acier. Le CESE est également préoccupé par l'incidence d'une telle décision sur l'innovation et, partant, sur la compétitivité de l'Europe. «L'ensemble de la chaîne de valeur industrielle serait mis en péril et l'Europe risquerait de perdre un nombre incalculable d'emplois, y compris des emplois hautement spécialisés. Notre compétitivité serait menacée, car seule une industrie forte est



De gauche à droite: M. Andrés Barceló, membre du CESE, rapporteur des avis sur la sidérurgie et sur le SEM, et les délégués de la CCMI, MM. Enrico Gibellieri et Gerald Kreuzer, co-rapporteurs, respectivement, de l'avis sur la sidérurgie et de l'avis sur le SEM, lors du débat en session plénière

en mesure d'investir dans la recherche et le développement», a souligné le

corapporteur, M. Gerald Kreuzer (délégué de la CCMI - AU).

Outre ses répercussions sur l'emploi, la croissance et l'innovation en Europe, l'octroi à la Chine du statut d'économie de marché constituerait un sérieux revers pour les ambitions européennes en matière de développement durable et de lutte contre le changement climatique.

Le CESE mettra sur pied un projet spécial au nom de la société civile organisée afin de suivre la question de l'octroi à la Chine du statut d'économie de marché. (sma) ●



©shutterstock/Tatiana53

## La survie de l'industrie sidérurgique européenne passe par la garantie de conditions de concurrence équitables

L'industrie sidérurgique européenne a été touchée par la crise économique et des importations commercialisées de manière déloyale, qui ont inondé le marché et fait plonger les prix de l'acier, de sorte que sa production dans l'Union s'est trouvée sinistrée. «L'industrie sidérurgique européenne doit bénéficier de conditions de concurrence équitables», a fait valoir M. Andrés Barceló (groupe des employeurs - ES), rapporteur de l'avis sur le thème «**Sidérurgie: préserver l'emploi et une croissance durables en Europe**».

C'est la raison pour laquelle le CESE s'oppose également à ce que le statut d'économie de marché (SEM) soit octroyé à la Chine, car une telle décision reviendrait à «exporter nos emplois, importer la pollution et, en fin de compte, signer l'arrêt de mort de l'industrie sidérurgique européenne».

En lieu et place, le CESE a présenté plusieurs propositions sur la manière de



©shutterstock/ShestakovDmytro

rétablir des conditions de concurrence équitables, en accordant la plus grande attention aux mesures antidumping, au système d'échange de quotas d'émission (SEQE) et aux investissements:

- renforcer l'efficacité et le bon fonctionnement des instruments de défense commerciale; en l'occurrence en supprimant la «règle du droit moindre» ou en enregistrant les importations avant l'adoption de mesures provisoires;
- accorder des quotas gratuits aux installations les plus compétitives et assurer la compensation de tout coût

indirect que l'industrie européenne doit supporter du fait du système d'échange de quotas d'émission (SEQE);

● stimuler les investissements pour moderniser les sites et les équipements, et encourager les activités de recherche et développement portant sur des produits nouveaux et de meilleure qualité et des processus plus efficaces, afin de rester à la pointe de la technologie.

Le CESE plaide également pour un rétablissement rapide du groupe de haut niveau sur l'acier. «L'industrie sidérurgique constitue la base de l'industrie européenne, elle requiert donc toute notre attention», a déclaré le corapporteur M. Enrico Gibellieri (délégué de la CCMI - IT). (sma) ●

[www.eesc.europa.eu](http://www.eesc.europa.eu)



## À VOS AGENDAS

19-20 octobre/CESE, Bruxelles: session plénière du CESE

## DANS CE NUMÉRO

- 2 «La concurrence est importante pour tous», déclare la commissaire Vestager devant l'assemblée plénière du CESE
- 3 Détérioration des relations de travail et des droits des travailleurs au Royaume-Uni: nouveau rapport du groupe des travailleurs du CESE
- 4 Une délégation du CESE s'est rendue à Moscou afin de promouvoir la poursuite d'un dialogue avec les organisations de la société civile russe

Gonçalo Lobo Xavier  
Vice-président du CESE chargé de la communication



# «La concurrence est importante pour tous» et elle conduit à une société équitable et à une économie forte, déclare la commissaire Vestager devant l'assemblée plénière du CESE

Le 14 juillet, lors de la session plénière du CESE, M<sup>me</sup> Margrethe Vestager, commissaire européenne chargée de la concurrence, a plaidé vigoureusement en faveur d'une politique européenne de la concurrence fondée sur les consommateurs, les entreprises et la justice sociale. Illustrant ses propos à l'aide d'exemples significatifs récents, tirés des secteurs de l'énergie, des transports, des aides d'État et de la fiscalité, la commissaire a souligné que la concurrence incite les entreprises à réduire les prix et à améliorer les produits, de même qu'elle injecte des investissements dans l'économie et crée des emplois.



M<sup>me</sup> Margrethe Vestager, commissaire européenne chargée de la concurrence, et Georges Dassis, président du CESE

«Ce qui compte pour l'UE, ce sont ses citoyens. Il s'agit de conjuguer nos efforts afin de trouver des solutions à nos problèmes communs», a déclaré la commissaire Vestager. «[Au sein de ce Comité], vous examinez les problèmes auxquels sont confrontés les citoyens dans leur vie quotidienne [...] et vous comprenez ce qu'il faut faire pour les aider. L'avis que vous avez élaboré au sujet de notre rapport annuel sur la concurrence pour l'année 2014 débute par un postulat qui est, à mon sens, fondamental: la concurrence est utile pour tous. Elle l'est non seulement pour les consommateurs, mais aussi pour les entreprises et les travailleurs.»

Les membres du CESE ont fait part de leur soutien à la politique poursuivie par la commissaire Vestager et ont

mis en exergue les problèmes qui se posent actuellement dans le secteur de la sidérurgie et les industries ferroviaires par rapport à la Chine. Le dumping social a en outre été évoqué, ainsi que l'évasion fiscale et la distorsion des conditions du travail indépendant, les obstacles au commerce électronique pour les PME et l'abus de position sur le marché dans des secteurs qui étaient auparavant des monopoles nationaux.

M. Georges Dassis, président du CESE, a remercié la commissaire Vestager et s'est félicité de son approche de la concurrence, axée sur la cohésion sociale; il l'a exhortée à poursuivre dans cette voie et à honorer ses engagements. (cad)

## Le CESE appelle à une action ferme de l'UE contre le trafic d'espèces sauvages

Le trafic d'espèces sauvages est devenu l'une des activités illicites les plus lucratives au monde en raison d'une forte demande et d'un risque limité de détection. Dans l'avis qu'il a adopté lors de sa session plénière de juillet, le CESE se félicite de la proposition de plan d'action de l'UE contre le trafic d'espèces sauvages et insiste sur le fait que cette forme de criminalité doit être combattue à différents niveaux de la chaîne d'approvisionnement:

- au niveau local, dans les pays d'origine, grâce à des mesures de sensibilisation et à la création d'emplois et de revenus durables qui remplaceraient le braconnage et les trafics;
- au niveau de la criminalité organisée, en mettant en place un système commun de sanctions efficaces;
- au niveau de la demande, par des actions de sensibilisation des entreprises et des consommateurs, et en créant un système de traçabilité et d'étiquetage;
- au niveau judiciaire, en promouvant le respect de la loi et en assurant la formation des juges afin de garantir des peines cohérentes et proportionnelles.

La Commission européenne ne fait cependant aucune référence à la menace que ce trafic représente pour la santé publique et pour les espèces animales et végétales indigènes. Cette question revêt une grande importance et devrait absolument être incluse dans le plan d'action de l'UE. Des systèmes d'étiquetage et de traçabilité seraient des moyens appropriés pour lutter contre l'apparition et la propagation de maladies.



© Shutterstock/Fernando Cortes

Pour soutenir les objectifs de ce plan d'action, le Comité exhorte l'UE à adopter une position ferme lors de la 17<sup>e</sup> session de la Conférence des parties (COP 17) à la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), qui se tiendra prochainement. Le CESE appelle en particulier la Commission à soutenir la proposition visant la fermeture des marchés nationaux de l'ivoire, qui peut contribuer de manière décisive à écarter la menace d'extinction qui pèse sur les éléphants d'Afrique.

Enfin, le CESE réaffirme qu'il est disposé à appuyer toute initiative que pourrait prendre l'UE dans ce cadre. (sma)

## LE CESE VU DE L'INTÉRIEUR

### Rapport annuel d'activité 2015

La brochure «Le CESE vu de l'intérieur» vient d'être publiée. Il s'agit de la version du rapport d'activité annuel pour l'année 2015 destinée au grand public.

Cette publication, qui est agrémentée de graphiques et de différents éléments visuels permettant de mieux comprendre les rouages du CESE, existe en trois versions linguistiques: anglais, français et allemand. Des exemplaires imprimés peuvent être obtenus auprès de: [vipcese@eesc.europa.eu](mailto:vipcese@eesc.europa.eu).

Le texte intégral du rapport est disponible à l'adresse suivante: <http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.en.publications&itemCode=40141> (jp)



## Une nouvelle stratégie industrielle pour l'«ère numérique»

Les possibilités qu'offre la révolution industrielle numérique requièrent une réponse concertée de l'ensemble des parties prenantes, le renforcement des compétences et la mise en place de réseaux régionaux. Dans son avis «Industrie 4.0 et transformation numérique: voie à suivre», le CESE préconise d'adopter une «stratégie industrielle UE 4.0» afin d'en finir avec la fragmentation actuelle qui découle de l'existence de vingt-huit politiques du numérique.

Le CESE souhaite que la Commission s'efforce de sensibiliser davantage à l'importance que revêt l'acquisition de compétences numériques et fasse d'une coordination efficace au niveau de l'UE un exemple dont puissent s'inspirer les gouvernements nationaux. Les pôles d'innovation numérique dans leur fonction de centres de formation avancée pour la main-d'œuvre pourraient constituer une solution efficace.

Pour M. Joost van Iersel (groupe des employeurs - NL), rapporteur, «la coopération est essentielle; les plateformes 4.0 de niveau national et régional doivent rassembler tous les acteurs concernés. Chacune doit,



© Shutterstock/frank peters

au sein d'un cadre commun de l'UE, développer ses caractéristiques propres. Il convient de promouvoir des partenariats de toutes sortes, des synergies et des regroupements, ainsi que des dispositifs transfrontières et une évaluation comparative au niveau européen.»

Le CESE invite maintenant la Commission à jouer le rôle de catalyseur, en assurant la mise en œuvre de ce plan stratégique.

Le Comité souhaite par ailleurs que les décideurs politiques prennent en compte les conséquences sociales importantes de la révolution industrielle numérique. Approfondir le dialogue social dans l'UE favorisera les adaptations précoces en matière de droit social et du travail, afin de protéger la main-d'œuvre. (sma)

## Les e-seniors à l'ère numérique et l'économie des aînés

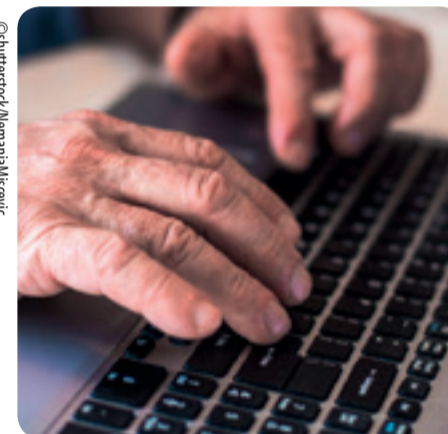
Dans son avis intitulé «Le pilier numérique de la croissance: les e-seniors, un potentiel de 25 % de la population européenne», adopté lors de la session plénière de juillet, le CESE fait observer que l'accroissement du nombre de personnes âgées peut ouvrir des perspectives pour le secteur du commerce. En effet, la population de l'UE se compose de quelque 25 % de personnes âgées, lesquelles représentent un marché en croissance d'acteurs économiques et sociaux à l'ère numérique.

L'UE est confrontée à un nouveau défi: arriver à ce que ces 125 millions de citoyens restent en phase avec les réalités d'aujourd'hui et les encourager à adopter la numérisation désormais largement répandue. Pour le Comité, il est essentiel de changer notre approche de «l'économie des seniors».

À l'horizon 2060, on comptera deux seniors pour un jeune, et le nombre des personnes très âgées excédera celui des enfants de moins de cinq ans.

«Les technologies de l'information, explique M<sup>me</sup> Laure Batut (groupe des travailleurs - FR), la rapporteure de l'avis du CESE, «doivent devenir une composante de la vie des 125 millions de seniors en Europe, exactement comme pour tous les autres citoyens, et ne pas être confinées, en ce qui les concerne, à l'assistance technique ou médicale».

Une des pistes envisageables consisterait à aménager des espaces publics qui offriraient un accès libre



© Shutterstock/MenajalMericic

à internet, doublé d'une assistance fournie par l'administration locale, ainsi qu'à établir des services civiques bénévoles spécifiquement voués à cette tâche. Relever le défi de l'accessibilité implique de toute évidence de développer un système de gouvernance globale, pour rapprocher les seniors du monde numérique. Le CESE recommande en outre d'ajouter à Erasmus+ un volet «senior», qui serait par exemple baptisé SENECA: un «programme Erasmus Senior», qui pourrait constituer une plateforme par excellence d'échange de bonnes pratiques et de promotion de l'acquisition de compétences numériques. (cad)

## Investir, pousser l'intégration et promouvoir le dialogue social pour rentabiliser le secteur européen de l'aviation

La stratégie européenne pour l'aviation devrait avoir pour objectif général d'instaurer un climat qui incite les investisseurs européens à engager des moyens dans le secteur de l'aviation, estime le CESE.

Dans son avis sur le «Paquet aérien I», le Comité lance un appel pour que l'Europe affecte des ressources à son industrie aéronautique et suive ainsi l'exemple des autres pouvoirs publics à travers le monde, qui réalisent des investissements stratégiques dans la leur. Aujourd'hui, ce secteur est confronté à une concurrence sévère de la part de protagonistes d'en dehors de l'Union et le marché européen attire toutes les convoitises des compagnies aériennes et des constructeurs des pays tiers.

«Nous devons convaincre les investisseurs européens que l'aviation peut encore être un secteur rentable», a expliqué M. Jacek P. Krawczyk, rapporteur de cet avis du CESE et président de son groupe des employeurs; «dans la bataille qu'elle livre à ses concurrents mondiaux, l'aviation européenne doit agir en anticipant. Si d'autres acteurs souhaitent profiter du grand marché de l'Europe, il leur faudra se conformer à ses normes en matière de sécurité, de protection de l'environnement, de code du travail ou de législation sur les aides d'État.»

Le CESE affirme que la stratégie ne pourra réussir, au-delà de la concurrence loyale nécessaire, qu'à condition de bénéficier d'un large soutien des parties prenantes, de desserrer les goulots d'étranglement en matière de capacités dans les airs et au sol, et d'encourager l'innovation. Le CESE soutient résolument que les progrès seront étroitement liés à un dialogue social qui soit empreint d'ouverture, de loyauté et de franchise. (mm)



© Shutterstock/adorado



# Le CESE appelle la Commission européenne à renforcer la cohésion sociale et économique, ainsi que le sentiment d'appartenance à l'UE parmi les citoyens

## Une année pour un nouveau souffle et une plus grande solidarité en Europe

Le président du CESE, M. Georges Dassis, a rencontré, le 18 juillet, le premier vice-président de la Commission européenne, M. Frans Timmermans, afin de lui présenter la contribution du CESE au programme de travail de la Commission pour 2017. Le Comité prône le renforcement de la cohésion économique et sociale, la redynamisation du rôle de l'UE sur la scène mondiale et le raffermissement du sentiment d'appartenance des citoyens à l'UE.



Dans sa contribution, le Comité souligne que 2017 devrait être une année de nouvel élan et de solidarité accrue en Europe. Le document du CESE recommande d'adopter un certain nombre d'actions concrètes en rapport avec la stratégie de la Commission pour 2017. Le CESE demande également à être pleinement associé au processus de négociation du Brexit, et prie instamment la Commission de reconsidérer ses dix domaines prioritaires en tenant compte de la sortie du Royaume-Uni de l'Union.

Le président Dassis a affirmé: «La Commission doit s'attacher à restaurer un esprit de solidarité et de responsabilité en Europe et à regagner le soutien des

citoyens. Elle doit également contribuer pleinement à ce que soient levées rapidement les incertitudes présentes concernant l'avenir de l'UE. L'issue du référendum britannique constitue un rappel douloureux que le projet européen ne pourra être poursuivi sans que des réponses rapides et effectives soient apportées aux préoccupations des citoyens, préoccupations dominées par une insécurité socio-économique croissante». (mm)



© Shutterstock/Invest

## Les citoyens doivent être activement associés à la lutte contre le changement climatique!

Le CESE a adopté un avis intitulé «*Une coalition pour concrétiser les engagements de l'accord de Paris*», dans lequel il examine attentivement les moyens de mieux associer la société civile à la mise en œuvre de cet accord. Il convient d'exploiter pleinement le potentiel de la société civile pour les actions de préservation du climat; le secteur de l'énergie, en particulier, recèle d'immenses possibilités. «C'est la bureaucratie qui décourage de nombreux citoyens de mener à bien leurs propres projets. L'accès au financement constitue un autre obstacle», a expliqué le rapporteur M. Lutz Ribbe (groupe des activités diverses - DE), appelant de ses vœux une coalition fondée sur la gouvernance à plusieurs niveaux pour insuffler une nouvelle dynamique au principe du «penser à l'échelle mondiale et agir au niveau local».

Cette coalition devrait:

- se forger une idée claire des projets développés par les acteurs de la société civile et des actions qu'ils sont en mesure et en droit d'entreprendre,
- recenser les obstacles qu'ils rencontrent et les éliminer,

- diffuser les exemples d'initiatives couronnées de succès afin d'en encourager d'autres,
- expliquer comment faire en sorte que le système fonctionne en précisant quelles sont les conditions essentielles de réussite, et
- élaborer un cadre politique qui mette en place les conditions nécessaires à l'action.

Le CESE demande qu'un cadre de lutte contre le changement climatique soit élaboré en collaboration avec les acteurs de terrain et qu'un système de protection sociale soit mis en place pour ceux qui s'engagent dans de telles activités. «Le dialogue social et les négociations collectives entre les organisations d'employeurs et les syndicats doivent créer ce cadre propice au développement de nouvelles professions et façons de travailler», a affirmé M<sup>me</sup> Isabel Caño Aguilar (groupe des travailleurs - ES), corapporteuse de l'avis.

Le CESE a déjà commencé à bâtir cette coalition en coopération avec le CdR, le Comité 21 et d'autres partenaires. (sma)

### POINT DE VUE

## UE et Turquie – un dialogue raisonnable pour des solutions raisonnables

par M<sup>me</sup> Dilyana Slavova, présidente de la section spécialisée «Relations extérieures» du CESE, groupe des activités diverses

Au cours de l'année écoulée, la Turquie s'est trouvée au premier plan de la scène politique mondiale à la suite de la crise syrienne, de l'afflux massif de réfugiés vers l'Europe et du récent coup d'État avorté.

Après le putsch, l'état d'urgence a été déclaré en Turquie, et les Européens craignent que le président Erdoğan puisse utiliser la tentative de coup d'État comme prétexte pour renforcer son emprise, tandis que le gouvernement turc dénonce le manque d'empathie de la part de l'UE.

Les citoyens européens sont profondément préoccupés par l'évolution récente de la situation en Turquie, qui révèle un niveau élevé de contrôle et d'ingérence de l'État dans la société civile organisée. Ils émettent de sérieux doutes quant à l'avenir des organisations indépendantes de la société civile et au rôle plus général de celle-ci en Turquie.

Nous avons tous condamné le coup d'État manqué, et insistons sur le fait que l'état d'urgence ne saurait être utilisé pour porter atteinte à la démocratie, aux droits de l'homme et à l'état de droit. Le coup d'État manqué devrait justifier le respect et non la violation des conventions de l'OIT et des conventions internationales et européennes en matière de droits de l'homme.

C'est pourquoi il est désormais impératif de s'adapter et de veiller à ce que l'UE soit résiliente face à des changements géopolitiques rapides. Nous devons développer des approches efficaces de gestion de crise puisque la crise devient partie intégrante de nos vies. Nous devons trouver des solutions raisonnables aux défis auxquels nous sommes confrontés en tant qu'Union.

Quelles sont les solutions?

Exclure la Turquie de l'intégration européenne s'avérerait très coûteux, tant pour l'UE que pour la Turquie. Si la Turquie s'était pleinement engagée dans le processus d'adhésion à l'UE depuis le début des négociations en 2005 – en ce qui concerne des questions allant de la politique étrangère, de l'état de droit et des réfugiés à la croissance économique et aux politiques énergétiques – la situation serait aujourd'hui très différente.

L'Europe, quant à elle, devrait se montrer beaucoup plus créative et plus intelligente dans la manière dont elle traite la Turquie. Nous ne pouvons pas changer la situation géopolitique, mais nous pouvons être plus innovants dans les interactions avec nos voisins. Nous avons besoin de paix et de stabilité à nos frontières. La Turquie et l'Europe devraient modérer leur discours et renforcer leur coopération sur les questions politiques qui touchent les deux parties. La Turquie reste un voisin



M<sup>me</sup> Dilyana Slavova, présidente de la section spécialisée «Relations extérieures» du CESE

géostratégique important et aucun État membre ne peut à lui seul mener à bien les négociations avec elle. L'Union européenne doit se doter d'une stratégie commune claire afin de relever les défis de la migration et du contrôle aux frontières et adopter une approche de filtration des flux de réfugiés et de migrants. Il est grand temps que l'UE et la Turquie agissent en tant que partenaires afin d'établir un dialogue raisonnable menant à des solutions raisonnables.

## Détérioration des relations de travail et des droits des travailleurs au Royaume-Uni: nouveau rapport du groupe des travailleurs du CESE

Le groupe des travailleurs du CESE a chargé le *Labour Research Department*, un institut de recherche indépendant établi au Royaume-Uni, d'élaborer un rapport intitulé «*La crise et l'évolution des relations de travail au Royaume-Uni*». Les principales conclusions du rapport sont que les relations de travail et les droits des travailleurs au Royaume-Uni se sont généralement détériorés depuis la crise financière de 2008-2009.

Depuis cette période de contraction du crédit et de grande récession, les syndicats ont vu leur statut s'éroder, leur rôle et leur pouvoir ont diminué, le nombre de leurs adhérents a baissé, et le *Trade Union Act* de 2016 a encore restreint le droit à la grève.

Le rapport souligne en particulier les mesures prises depuis 2010 pour imposer plus d'austérité, réduire les avantages sociaux et favoriser les contrats à durée déterminée, y compris les contrats «zéro heure», qui ne garantissent pas de revenu minimal aux travailleurs. Toutefois, le rapport mentionne également certaines évolutions positives, comme les efforts consentis

en vue de réduire l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes, et l'introduction d'un salaire minimum vital national, sur une base volontaire.

Bien qu'il ait été publié avant la décision du Royaume-Uni de quitter l'UE, le rapport souligne que tant les syndicats des travailleurs que les organisations d'employeurs du Royaume-Uni étaient opposés au Brexit.

«En dépit du Brexit, ou de ce qu'il en résultera, les syndicats de l'UE continueront à travailler étroitement avec les syndicats du Royaume-Uni, en vue de créer une Europe plus juste et plus sociale», a déclaré M<sup>me</sup> Gabriele Bischoff, présidente du groupe des travailleurs du CESE; «nous avons besoin d'une note sociale AAA au niveau global», a-t-elle insisté.

Le texte intégral de l'étude est disponible à l'adresse suivante: <http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.fr.group-2-studies&itemCode=39081> (cad)

## Les membres du CESE s'engagent dans des débats à l'échelle de l'UE sur le socle européen des droits sociaux

En mars 2016, la Commission européenne a présenté une initiative en faveur d'un socle européen des droits sociaux visant à traduire dans les faits l'engagement du président Juncker de parvenir à «un marché du travail équitable et véritablement paneuropéen», qui fait partie intégrante des travaux en cours concernant la réalisation d'une Union économique et monétaire (UEM) approfondie et plus équitable. Le CESE veut s'assurer que la société civile est pleinement associée à cette initiative importante. C'est la raison pour laquelle il organise des débats avec la société civile organisée dans tous les États membres. Ils constitueront un cadre favorable pour échanger et recueillir les points de vue au sujet des défis sociaux et économiques les plus pressants aux niveaux national et européen, et sur la manière dont le socle européen des droits sociaux peut permettre de les relever.

Ces débats se tiendront du mois de septembre à la mi-octobre 2016 et les recommandations qui en ressortiront alimenteront l'avis du CESE sur le pilier européen des droits sociaux, qui doit être adopté

lors de la session plénière de décembre. L'avis du CESE servira de contribution au livre blanc de la Commission européenne sur l'avenir de l'Union économique et monétaire, dont la publication est attendue en 2017.

L'avis du CESE abordera un ensemble de thématiques, notamment l'avenir du travail face à l'évolution de la réalité du monde du travail dont le passage à l'économie numérique dans l'UE, la manière dont le marché du travail peut répondre au mieux aux besoins des entreprises, des travailleurs et des demandeurs d'emploi, les moyens permettant de garantir une protection et des services sociaux pérennes et de qualité, et la manière de promouvoir et soutenir la cohésion sociale en Europe. Afin de refléter l'importance que le Comité attache au socle social, ce sont les présidents de ses trois groupes – M. Krawczyk (groupe des employeurs), M<sup>me</sup> Bischoff (groupe des travailleurs) et M. Jahier (groupe des activités diverses) – qui assumeront les fonctions de rapporteurs pour cet avis. (cad/dm)





## Le groupe des employeurs se rendra au Forum européen des idées nouvelles

Quel défi l'industrie 4.0 représente-t-elle pour le système existant des relations du travail? Quelles sont les mesures que les décideurs politiques, les entreprises et les travailleurs doivent prendre afin de tirer parti de la révolution numérique en cours? Comment le marché du travail évoluera-t-il au cours des prochaines années, et à quoi ressemblera le dialogue social de l'avenir? Telles sont les questions à poser lors de la table ronde organisée par le groupe des employeurs dans le cadre du Forum européen des idées nouvelles (EFNI), qui se tiendra à Sopot, en Pologne, à la fin du mois de septembre.

«La quatrième révolution industrielle, qui est en cours, permettra non seulement de transformer radicalement l'organisation de la production, mais aura aussi des incidences considérables sur le marché du travail et, partant, sur le dialogue social», a fait valoir M. Jacek Krawczyk, président du groupe des employeurs, «puisque l'édition de cette année du forum EFNI est



M. Jacek P. Krawczyk, président du groupe des employeurs, au Forum européen des idées nouvelles (EFNI) en 2015

consacrée à l'avenir du travail, nous avons décidé d'examiner ces effets dans le détail».

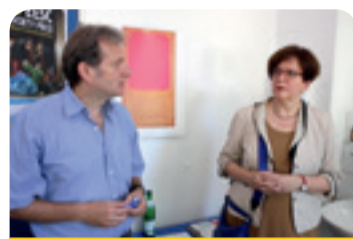
Le débat sur le thème «La quatrième révolution industrielle changera-t-elle radicalement les rôles et l'importance des organisations tant patronales que syndicales?» réunira des partenaires sociaux des niveaux européen et national, notamment des représentants de BUSINESSEUROPE et de la Confédération européenne des syndicats (CES).

Le Forum européen des idées nouvelles est un congrès international des milieux d'affaires auquel participent d'éminents représentants du monde de la politique, de la culture, des sciences et des médias. Il est organisé depuis 2011 par la Confédération polonaise Lewiatan, en coopération avec BUSINESSEUROPE, la ville de Sopot et des institutions et des entreprises polonaises et étrangères. (lj)

## La lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale doit être une priorité

«Personne ne peut être laissé au bord du chemin», a déclaré M<sup>me</sup> Gabriele Bischoff, présidente du groupe des travailleurs du CESE, lors de sa visite auprès d'«Armut und Gesundheit in Deutschland» («Pauvreté et santé en Allemagne»), l'organisation dont la vocation est de fournir des soins médicaux aux personnes démunies et socialement défavorisées et lauréat du prix CESE de la société civile en 2015. L'objectif de la visite était de voir sur le terrain comment ce prix, qui distingue et encourage les projets solidaires, a été mis en œuvre et a aidé l'organisation à réaliser ses projets. Soulignant ainsi l'engagement qui est celui du CESE s'agissant de combattre la pauvreté et l'exclusion sociale, et se plaçant dans l'optique qu'adopte le CESE, M<sup>me</sup> Bischoff a poursuivi en ces termes: «nous avons, dans notre société civile, des bataillons entiers de gens engagés». «Toutes ces personnes méritent que nous leur manifestions notre estime et leur apportions le soutien politique qui est nécessaire.»

La pauvreté prend bien des formes, qu'il s'agisse, pour n'en citer que quelques-unes, du chômage, du sans-abrisme, de perspectives de formation soit inexistantes, soit médiocres, de privations matérielles ou d'un mauvais état de santé. Aider les pauvres à retrouver la santé, telle est précisément la mission que s'est assignée le professeur Gerhard Trabert, le fondateur et le directeur de cette association de Mayence. Au volant d'une clinique mobile, il effectue des tournées sanitaires afin de visiter les sans-abri et les personnes socialement défavorisées; par ailleurs, son association s'emploie activement à dispenser des conseils sur des questions de sécurité sociale, notamment en ce qui concerne l'assurance-maladie et l'intégration, ou la réintégration, au sein de la société. M<sup>me</sup> Bischoff a pu entendre toute une série de récits affligeants, dont beaucoup concernaient des travailleurs recrutés fallacieusement pour travailler sous un statut de «faux indépendants» tout en ignorant qu'ils ne bénéficiaient pas d'une couverture sociale. «La libre circulation des travailleurs»,



M<sup>me</sup> Gabriele Bischoff, présidente du groupe des travailleurs, en visite chez «Armut und Gesundheit in Deutschland», lauréat de l'édition 2015 du prix CESE de la société civile

a-t-elle fait observer, «constitue l'un des principes les plus importants de l'UE, mais il est inacceptable que des travailleurs étrangers soient recrutés comme «faux indépendants». L'UE peut, l'UE doit agir pour mettre un terme à cette pratique.» M<sup>me</sup> Bischoff a toutefois également entendu maints témoignages du succès des projets menés par l'association grâce à l'engagement de ses membres, mais aussi de la reconnaissance et du soutien financier apportés par le CESE. (sma)

## EN BREF

### Une délégation du CESE s'est rendue à Moscou afin de promouvoir la poursuite d'un dialogue avec les organisations de la société civile russe

Le CESE a organisé une mission en Russie les 30 et 31 août. La visite de deux jours a été l'occasion pour les membres du CESE de rencontrer la Chambre civique de la Fédération de Russie et d'autres organisations de la société civile russe. La délégation du CESE a examiné la situation actuelle des organisations de la société civile, en particulier en ce qui concerne les droits de l'homme et l'environnement.

En tant qu'organe européen représentant la société civile organisée européenne dans le processus législatif de l'UE, conformément aux principes directeurs de la politique de l'UE à l'égard de la Russie, le CESE est convaincu de la nécessité d'un dialogue permanent de la société civile entre l'UE et la Russie, et, en se rendant à Moscou, le CESE a manifesté son intérêt continu à prendre part à des contacts interpersonnels et à soutenir les organisations de la

société civile russe représentatives d'intérêts et points de vue différents et variés.

La délégation était composée de membres du comité de suivi UE-Russie: M. Markus Penttinen (groupe des travailleurs, FI), M<sup>me</sup> Ulrika Westerlund (groupe des activités diverses, SE) et M<sup>me</sup> Dilyana Slavova, (présidente de la section «Relations extérieures» du CESE, groupe des activités diverses — BG). (mm/dm)

## Le rôle de la société civile dans l'union européenne de l'énergie:

garantir une énergie sûre, durable, compétitive et abordable

Le 27 octobre 2016, le groupe des activités diverses organisera à Bratislava une conférence sur «Le rôle de la société civile dans l'union européenne de l'énergie: garantir une énergie sûre, durable, compétitive et abordable».

L'objectif de la conférence est de mieux comprendre le rôle que la société civile doit jouer dans la sécurité énergétique et la transition vers les énergies renouvelables, au niveau tant national que régional. Le défi consiste à orienter l'engagement et l'expertise de la société civile vers la création de liens, de partenariats et de dialogues plus nombreux entre les acteurs locaux, nationaux et régionaux.

M. Maroš Šefčovič, vice-président de la Commission européenne chargé de l'union de l'énergie, a déjà confirmé sa participation en tant qu'orateur principal de la séance d'ouverture. M. Šefčovič présentera le point de vue de la Commission sur le rôle de la société civile dans l'union européenne de l'énergie.

La conférence sera axée plus précisément sur les thèmes suivants:

- la sécurité énergétique et l'efficacité de l'approvisionnement,
- la gestion efficace de la transition vers les énergies renouvelables,



- une union de l'énergie dotée d'une politique visionnaire en matière de changement climatique,
- les voies que la politique énergétique peut emprunter pour mener au développement national et régional,
- la nouvelle organisation du marché de l'électricité et ses incidences sur les consommateurs vulnérables. (cl)

## BIENTÔT AU CESE

### Exposition de photos

#### Le bois des souvenirs: Marcinnelle au-delà de la tragédie

Le CESE accueille une exposition d'œuvres du photographe professionnel Max Pelagatti. L'exposition, qui se tiendra du 21 septembre au 14 octobre 2016, s'intitule «Le bois des souvenirs: Marcinnelle au-delà de la tragédie» et retrace le quotidien des familles de mineurs italiens ayant vécu en Belgique de 1946 à 1956. Cette décennie a été marquée par la signature d'accords bilatéraux entre la Belgique et l'Italie concernant la migration de main-d'œuvre et par la catastrophe survenue à la mine de charbon du Bois du Cazier le 8 août 1956.

L'événement est organisé à l'occasion du 60<sup>e</sup> anniversaire de la catastrophe du Bois du Cazier et du 70<sup>e</sup> anniversaire des accords bilatéraux.

En marge du vernissage le 21 septembre, un débat non politique sera organisé en coopération avec la section SOC. L'objectif de ce débat sera de stimuler la



réflexion sur la sécurité des travailleurs ainsi que sur la problématique de l'immigration sur la scène contemporaine, et de promouvoir un sens de la citoyenneté européenne active, la solidarité et la tolérance. (jp)

CESE info dans 23 langues: [http://www.eesc.europa.eu/activities/press/eescinfo/index\\_fr.asp](http://www.eesc.europa.eu/activities/press/eescinfo/index_fr.asp)

#### Rédaction:

Alun Jones (rédacteur en chef)  
Daniela Marangoni (dm)

#### Contributeurs à la présente édition:

Caroline Alibert-Deprez (cad)  
Chloé Lahousse (cl)  
Dilyana Slavova (ds)  
Jonna Pedersen (jp)  
Leszek Jarosz (lj)  
Milen Minchev (mm)  
Sylvia M. Aumair (sma)

#### Coordination:

Agata Berdys (ab)

#### Édition clôturée le 5 septembre 2016.

#### Adresse:

Comité économique et social européen  
Bâtiment Jacques Delors, rue Belliard 99, 1040 Bruxelles, Belgique  
Tél. (+32 2) 546.94.76  
Télécopieur (+32 2) 546.97.64  
Adresse électronique: [eescinfo@eesc.europa.eu](mailto:eescinfo@eesc.europa.eu)  
Internet: <http://www.eesc.europa.eu/>

Septembre 2016 / 7

CESE info est publié neuf fois par an lors des sessions plénières du Comité.

Des exemplaires imprimés de CESE info peuvent être obtenus gratuitement en allemand, anglais et français auprès du service de presse du Comité.

De plus, CESE info est disponible dans 23 langues en format PDF sur le site web du Comité:

URL: <http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.fr.eesc-info>

CESE info ne peut être considéré comme le compte rendu officiel des travaux du CESE, pour lesquels il convient de se référer au Journal officiel de l'Union européenne ou à d'autres publications du Comité.

La reproduction – avec mention de CESE info – est autorisée (moyennant copie au rédacteur en chef).

Tirage: 5 800 exemplaires.

Le prochain numéro paraîtra en octobre 2016.

IMPRIMÉ SUR PAPIER 100 % RECYCLÉ.



Office des publications